

Convention collective

IDCC : 8116 | **PERSONNEL D'ENCADREMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE**

(Île-de-France)

(2 décembre 1996)

(Étendue par arrêté du 21 août 1998,

Journal officiel du 29 août 1998)

Avenant n° 39 du 29 septembre 2020

NOR : AGRS2297003M

IDCC : 8116

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération régionale des syndicats des exploitants agricoles d'Île-de-France FRSEAIDF ;

Fédération régionale des coopératives d'utilisation de matériel agricole d'Île-de-France FRCUMA 77/IDFo,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération CFTC de l'Agriculture CFTC-Agri ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Syndicat francilien de la transformation agro-alimentaire CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I à la convention collective régionale du 2 décembre 1996 concernant le personnel d'encadrement des exploitations agricoles de polyculture et d'élevage de l'Île-de-France sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Annexe I Salaires

Emploi	Salaire horaire
TAM – Niveau 1 – Échelon 1 – technicien	12,97 €
TAM – Niveau 1 – Échelon 2 – agent de maîtrise et technicien	14,53 €
TAM – Niveau 2 – Échelon 2 – technicien et agent de maîtrise	17,57 €
Cadre – Niveau 1	20,55 €
Cadre – Niveau 2	24,16 €

Article 2

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de moins de 50 salariés. Ainsi les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension de cet avenant au 1^{er} janvier 2021.

Fait à Paris, le 29 septembre 2020.

(Suivent les signatures.)